

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 32148C

Inscrit le 4 mars 2013

Audience publique du 14 mai 2013

**Appel formé par
Monsieur,
contre un jugement du tribunal administratif du 23 janvier 2013 (numéro 29656
du rôle) ayant statué sur son recours contre une décision du ministre du
Développement durable et des Infrastructures
en matière de permis de conduire**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 32148C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 4 mars 2013 par Maître François MOYSE, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, assistant d'éducation, demeurant à ... , dirigé contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 23 janvier 2013 (numéro 29656 du rôle) à travers lequel le tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du recours principal en réformation tout en déclarant non fondé le recours subsidiaire en annulation d'une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 27 septembre 2011 portant retrait de son permis de conduire ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître François MOYSE en sa plaidoirie à l'audience publique du 2 mai 2013.

Le ministre du Développement durable et des Infrastructures, ci-après dénommé « *le ministre* », fut informé par rapport du 9 août 2010 de la police grand-ducale de ... que Monsieur ... avait fait l'objet d'un procès-verbal du même jour pour consommation de marihuana.

Le 23 août 2010, le ministre pria le Procureur Général d'Etat de lui faire tenir son avis quant à un retrait administratif éventuel du permis de conduire de Monsieur ... suite au rapport de police précité.

Le 17 décembre 2010, le Procureur Général d'Etat renvoya le dossier au ministre avec l'avis qu'aucune mesure ne s'imposait.

Par courriers des 31 décembre 2010, 11 février 2011 et 29 mars 2011, Monsieur ... fut invité à adresser sous huitaine un screening toxicologique à la commission médicale prévue par l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après dénommée « *la commission médicale* ». Monsieur ... ne donna pas de suites à ces courriers.

Par courriers des 12 mai, 1^{er} juillet et 11 août 2011, Monsieur ... fut invité à se présenter devant la commission médicale, sans qu'il ne donna de suites à ces convocations.

Par avis du 12 septembre 2011, la commission médicale proposa de faire retirer le permis de conduire à Monsieur ..., au motif qu'il y aurait lieu d'admettre qu'il présente un mauvais état général comme il avait refusé de produire un screening toxicologique et qu'il ne s'était pas présenté devant elle.

Le 12 septembre 2011, le ministre se rallia à l'avis précité et par arrêté ministériel du 27 septembre 2011, notifié en date du 3 novembre 2011, le permis de conduire fut retiré à Monsieur ..., sur base des considérations et motifs suivants :

« Vu les articles 2 et 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant que pour la raison reprise sous 4) du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 14 février 1955 précitée une mesure administrative s'impose à l'égard de Monsieur ... , né le ... à... et demeurant à... ;

Considérant que l'intéressé a été convoqué le 30 juin 2011, 11 août 2011 et le 1^{er} septembre 2011 pour être entendu dans ses explications par la Commission médicale prévue à l'article 90 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité, convocations auxquelles il n'a pas donné suite ;

Considérant que l'intéressé est ainsi censé avoir renoncé à faire valoir ses explications et qu'il y a lieu de statuer par défaut ;

Considérant que Monsieur ... refuse d'exécuter la décision ministérielle l'invitant à produire un screening toxicologique ;

Vu l'avis du 12 septembre 2011 de la Commission médicale précitée ;

Considérant que Monsieur ... souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire ;

[...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 décembre 2011 et inscrite sous le numéro 29656 du rôle, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 27 septembre 2011.

Par jugement du 23 janvier 2013, le tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du recours principal en réformation tout en déclarant recevable et non fondé le recours subsidiaire en annulation de la décision ministérielle précitée du 27 septembre 2011.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 4 mars 2013, Monsieur ... a régulièrement fait entreprendre le jugement précité du 23 janvier 2013 dont il sollicite la réformation dans le sens de voir accueillir son recours de première instance.

L'Etat n'a pas fait déposer de mémoire.

A l'appui de sa requête d'appel, l'appelant fait d'abord valoir en fait qu'à un moment où il vivait encore en tant qu'étudiant à ..., il fut prié de rappeler la police grand-ducale, ce qu'il fit en date du 9 août 2010. C'est dans le contexte de l'usage par son frère de substances dangereuses qu'il aurait fourni des informations à un agent de police au téléphone et il explique avoir été d'autant plus loquace qu'il aurait pu parler en tant que témoin. Il n'aurait jamais signé de déposition et il résulterait des pièces du dossier qu'en date du 17 décembre 2010 le Procureur Général d'Etat aurait émis l'avis suivant lequel aucune mesure ne s'imposait à son égard.

En droit, l'appelant réitère tout d'abord son moyen tiré d'une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après « *le règlement grand-ducal du 8 juin 1979* », en ce que la décision ministérielle prise à son encontre ne reposerait pas sur des motifs légaux.

L'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 prévoit tout d'abord en son alinéa 1^{er} que toute décision administrative doit reposer sur des motifs légaux et met ainsi en avant le principe de l'existence de motifs légaux sous-tendant toute décision administrative.

Dans ses alinéas 2 et suivants, le même article 6 régit les cas dans lesquels l'administration est obligée d'indiquer les motifs à la base de sa décision.

Il y a lieu de confirmer le tribunal en ce que, dans le contexte de l'obligation d'indication des motifs concernant une décision de révocation pour l'avenir du permis de conduire de l'intéressé, les premiers juges ont pu estimer que la partie publique avait à suffisance communiqué les motifs qui, selon elle, sous-tendaient utilement la décision prise. Aucun grief ne saurait dès lors être érigé valablement à l'encontre de la décision ministérielle critiquée concernant les exigences d'indication des motifs.

Concernant le volet de l'existence de motifs légaux sous-tendant utilement la décision prise, celui-ci englobe l'entière des moyens d'annulation présentés par l'appelant et il appartient à la Cour de toiser les moyens présentés suivant leur enchaînement logique interne afférent.

A cet égard, l'appelant invoque en premier lieu une violation de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 en ce que celui-ci exige, pour une décision de révocation d'une décision antérieurement prise, telle le retrait du permis de conduire prononcé à son encontre, que l'administration doit informer de son intention la partie concernée en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir.

En l'absence de contestations afférentes, le tribunal a valablement pu déclarer applicables lesdites dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, s'agissant précisément de la révocation d'une décision administrative antérieure, aucune interférence valable de la législation spécifique en la matière n'ayant par ailleurs été utilement invoquée.

Lorsque le ministre s'est adressé en premier lieu à l'appelant par courrier du 30 décembre 2010, c'était pour exiger de sa part un screening toxicologique. S'il est vrai que dans cet écrit, le ministre cite, sans les expliciter, les dispositions des articles 77 et 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé le code de la route, il indique en fin de courrier que *« les mesures à prendre en ce qui concerne votre permis de conduire dépendraient en partie des certificats médicaux précités »*. Le même libellé a été opéré par l'invitation ministérielle du 11 février 2011 en vue d'un nouveau screening toxicologique. La troisième invitation datant du 29 mars 2011 indique que *« en cas de non-réponse de votre part, ce fait sera interprété comme une renonciation de votre part au permis de conduire »*.

L'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 dispose que *« sauf s'il y a péril en la demeure, l'autorité qui se propose de révoquer ou de modifier d'office pour l'avenir une décision ayant créé ou reconnu des droits à une partie, ou qui se propose de prendre une décision en dehors d'une initiative de la partie concernée, doit informer de son intention la partie concernée en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir »*.

Cette communication se fait par lettre recommandée. Un délai d'au moins huit jours doit être accordé à la partie concernée pour présenter ses observations.

Lorsque la partie concernée le demande endéans le délai imparti, elle doit être entendue en personne.

L'obligation d'informer la partie concernée n'existe que pour autant que l'autorité compétente est à même de connaître son adresse. Les notifications sont valablement faites à l'adresse indiquée par la partie ou résultant des déclarations officielles ».

Il est constant que la démarche ministérielle de l'espèce ne s'est pas inscrite dans un cas de péril en la demeure.

Il résulte de l'ensemble des éléments du dossier qu'à aucun endroit le ministre n'a fait part à l'intéressé des éléments de fait qui l'amènent à agir. Ainsi, le procès-verbal de la police de ..., finalement à la base de la démarche ministérielle n'a été cité par le ministre même pas la première fois à travers la décision ministérielle critiquée.

Outre le fait que les dépositions de Monsieur ..., faites par téléphone le 9 août 2010, concernaient *a priori* les agissements de son frère et qu'elles n'ont jamais été signées par leur auteur, le procès-verbal dressé ultérieurement par la police de ... en date du 7 novembre 2010 fait état de dépositions contradictoires de l'intéressé en ce que, d'un côté, il y a été relaté que *« ... gab der Berichterstatteerin gegenüber an, seit ca. 8 Jahren keinerlei Kontakt mehr mit illegalen Drogen zu haben »*, tout en énonçant, d'un autre côté, que *« ... wurde gelegentlich einer Untersuchung des Untersuchungsrichters seitens der SREC ... als Drogenkonsument ermittelt. Er gab an am 09. August 2010 gegenüber dem Beamten der SREC ... telefonisch den Marihuanakonsum zu und den Erwerb von 1-2 Gramm Marihuana pro Woche. Hierzu*

orientiert Protokollnummer 302 von 09. August 2010 der Dienststelle SREC wundert sich über diese Prozedur ».

Il résulte par ailleurs d'un tampon figurant sur une photocopie versée du même procès-verbal du 7 novembre 2010 que le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'intéressé comporte la mention « *néant* ». Par ailleurs, le Procureur Général d'Etat émit le 17 décembre 2010 l'avis qu'aucune mesure ne s'imposait.

Il résulte de l'ensemble des éléments qui précèdent qu'un maillon essentiel du préliminaire de collaboration procédurale prévu par l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 fait défaut en l'espèce. En effet, le ministre ne s'est point adressé à l'intéressé en temps utile, avant de prendre sa décision de retrait de permis de conduire, pour lui présenter les éléments de fait l'amenant à agir et lui donner de la sorte la possibilité de prendre position, en connaissance de cause, tel que le prévoit expressément l'article 9 en question. En d'autres mots, la demande de screening toxicologique, sans autre explication préalable en fait ni possibilité donnée à l'administré de faire valoir dès ce moment son point de vue, outre l'indication peu précise de l'intention du ministre en matière de modification ou de révocation projetée concernant le permis de conduire de l'intéressé impose la conclusion que des éléments essentiels de collaboration procédurale prévus par ledit article 9 n'ont pas été observés en l'espèce.

Par voie de conséquence la décision ministérielle critiquée du 27 septembre 2011 encourt l'annulation pour violation des dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979. Dès lors, l'examen des autres moyens d'appel proposés devient surabondant.

Le jugement entrepris est partant à réformer dans le sens que le recours en annulation de Monsieur ... est justifié.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel recevable ;

au fond, le dit justifié ;

réformant, annule la décision ministérielle du 27 septembre 2011 ;

condamne l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. DELAPORTE